



## ENTRETIEN

**Shoukria Haidar est militante et présidente de l'association Negar, qui soutient les femmes afghanes. Elle décrypte la situation politique dans son pays, au moment où 29 personnes sont décédées hier, dans un attentat à Kaboul revendiqué par l'État islamique.**

**La Marseillaise :** Pourquoi la réélection du président Ashraf Ghani est-elle contestée ?

**Shoukria Haidar :** Les Américains et Ghani sont arrivés à la conclusion qu'il fallait d'abord organiser les élections présidentielles avant de signer un processus de paix. Beaucoup de personnes y ont participé, peut-être moins que ce que certains espéraient mais ils étaient 1,9 million. Dans notre Constitution il n'y a pas de clause qui stipule combien de personnes doivent voter pour que des élections soient organisées. Lors des dernières élections, le système n'était pas géré numériquement, il était donc facile pour certaines personnes de truquer le scrutin. Des règles ont donc été mises en place. Premièrement, le vote était ouvert de 7h à 17h. Les votes effectués avant ou après n'étaient pas comptabilisés. Deuxièmement, dans chaque bureau de votes il y avait des listes de 400 personnes et pas plus. Chaque personne avait le droit de voter dans un seul endroit, pas n'importe où. Le jour des élections, chaque votant a été pris en photo avec des appareils spécifiques par une entreprise allemande. Tous les bureaux de vote ont dû fournir les résultats et les photos de chaque votant à un

serveur central avant l'heure officielle, tout ce qui a été reçu après a été supprimé. Cette convention a été signée par tout le monde. Mais la Commission électorale indépendante (IEC) en Afghanistan a ajouté ses propres règles et n'a pas respecté celles énoncées. Par exemple, des votes qui ont été faits quelques jours avant, ou une semaine après le scrutin, ont été comptabilisés. De plus, sur tout le territoire plus de 2 300 appareils qui devaient enregistrer les photos ont été perdus. Cinq mois après, personne n'a été présenté en justice. C'est l'avenir de la nation qui est en jeu. Il avait plus de 300 000 résultats qui étaient impactés. Ghani a décidé de les prendre en compte et c'est comme ça qu'il est arrivé à 61,4 % des voix. Il a dépensé plus de 200 millions de dollars pour cette élection. Bien sûr, ceux qui avaient les documents pour prouver que certains votes étaient faux n'ont pas été écoutés. De l'autre côté, Abdullah Abdullah et tous les partis d'opposition revendiquent la victoire. Ils veulent que les fraudes cessent et que le vote démocratique soit reconnu. Pour eux, c'est un coup d'État.

**Le 29 février, les Américains et les talibans ont signé un accord de paix. Que vaut ce texte ?**

**S.H. :** Le gouvernement afghan n'entre pas dans cet accord qui a été signé entre les États-Unis et les talibans. Dans ce texte, les États-Unis s'engagent à quitter le pays si les talibans s'engagent à ne plus attaquer les Américains, ni leurs intérêts ou leurs alliés. Les talibans doivent renoncer à leurs liens avec Al Qaïda et les autres organisations terroristes. Concernant les attaques des talibans sur la population afghane, l'Amérique ne s'en mêle pas. Mais il y a un préalable à cet accord : le gouvernement afghan doit libérer 5 000 membres des talibans qui ont commis de graves actes en Afghanistan (massacres, tueries) et de leur côté les talibans doivent libérer 1 000 soldats. Les Américains décident, mais les Afghans n'ont même pas commencé les négociations. Ghani et Abdullah sont prêts à discuter avec les talibans mais ils sont contre les conditions préalables. Au lendemain de la signature de cet accord, des offensives massives ont été lancées dans 24 départements par les talibans. Aujourd'hui



Un premier attentat a eu lieu à Kaboul depuis la signature de l'accord. PHOTO AFP

encore, il a eu une vingtaine de morts et de nombreux blessés dans un attentat à Kaboul. C'était lors d'un rassemblement politique où Abdullah et son équipe étaient présents mais ils n'ont pas été touchés.

Cet accord est un peu tordu, c'est une action électorale de Trump. Il faut désormais qu'il y ait des résultats visibles.

**Le 10 mars prochain, des négociations inter-afghanes auront lieu. Ces discussions peuvent-elles aboutir en un processus de paix ?**

**S.H. :** Le dialogue dépend des 5 000 prisonniers libérés. Pour l'instant, il n'y a pas d'accord, donc on ne sait pas si le dialogue aura lieu ou pas.

**Vous militez avec votre association pour les droits des femmes en Afghanistan. La situation a-t-elle changé depuis la chute des talibans en 2001 ?**

**S.H. :** À cette époque, tous les droits élémentaires des femmes ont été abolis, désormais, elles siègent à l'Assemblée nationale où elles représentent autour de 30 % des parlementaires. Ces femmes sont devenues de fortes combattantes. Depuis ces 19 années, on a une forte couche de jeunes garçons et surtout de jeunes filles,

brillants. Ils sont audacieux, déterminés et éveillés dans tous les domaines. Désormais il y a des universités privées et publiques dans 34 départements de ce pays, même les plus lointains. Les femmes travaillent dans tous les domaines et elles se battent jusqu'au bout. Les talibans gouvernaient une capitale de 500 000 habitants après la guerre de Kaboul, où il y avait des femmes, des personnes âgées, des malades et des enfants. Aujourd'hui, il y a 7 millions d'habitants. Ce ne sont pas 20 000 imbéciles qui vont gouverner dans ce pays. Les femmes afghanes ne démontent pas, elles ne se cachent pas, elles sont aux premières loges.

**Quel message souhaitez-vous faire passer aux dirigeants afghans ?**

**S.H. :** Je veux dire à toutes ces femmes et hommes politiques que ce n'est pas le moment d'abandonner l'Afghanistan ou de fermer les yeux sur les talibans parce que les États-Unis ont leurs intérêts. Si ce pays repart dans une autre guerre, toute la région en subira les conséquences. La nation est debout pour défendre les droits des femmes et la démocratie, il n'est pas question de religion ou de langue. Il ne faut pas pousser la population vers une guerre qu'elle ne veut pas.

Entretien réalisé par Laureen Piddiu



### TUNISIE Double attentat suicide

Un double attentat suicide a visé vendredi des policiers qui protégeaient l'ambassade des États-Unis à Tunis, blessant cinq agents et un civil, la première attaque dans la capitale tunisienne en huit mois.



### SYRIE Accalmie sur Idleb après la trêve

◀ La région d'Idleb, théâtre depuis plusieurs mois d'une bataille acharnée et d'une grave crise humanitaire, connaît une rare accalmie vendredi, au lendemain d'un accord de trêve dans le nord-ouest de la Syrie où Damas tente de reprendre des zones échappant à son contrôle. Mais la trêve turco-russe passe sous silence le sort de centaines de milliers de déplacés massés à la frontière. Des dizaines de personnes ont d'ailleurs manifesté vendredi dans la localité de Kafr Takharim (nord-ouest d'Idleb) contre l'accord, qui ne prévoit pas un retour des déplacés chez eux.

### AIDE HUMANITAIRE L'UE donne 60 millions en Syrie

L'Union européenne a salué vendredi l'accord de cessez-le-feu russo-turc dans le nord-ouest de la Syrie comme un « signe de bonne volonté » et a annoncé l'allocation d'une aide humanitaire de 60 millions d'euros.

## FRANCE & MONDE

# « Ce n'est pas le moment d'abandonner l'Afghanistan »

tranchement appose  
sur le mur de la  
gare Saint-Charles.

La grande famille des chemi-  
nists est donné rendez-vous  
vendredi matin à la gare Saint-  
Charles pour commémorer l'an-  
niversaire de la mort de Pierre-  
Sémar, résistant, fusillé à  
Evreux le 7 mars 1942 par les na-  
zis. Henri Bascuana, respon-  
sable cheminots au Parti com-  
muniste français, a ouvert la pa-  
role pour donner la parole  
à un jeune syndiqué CGT, Jean-  
Baptiste Bonnet chargé de l'hom-

Jean-Baptiste Bonnet et Rémi Hours ont déposé la gerbe sous la  
plaque de marbre. PHOTO M.-L.T.



cheminots ont pu mettre dans la  
bataille d'hier, et du sentiment  
qu'ils auraient aujourd'hui.»  
Remy Hours, secrétaire gé-  
ral de la CGT cheminots 13, a  
conclu la cérémonie, rappelant  
l'importance des luttes.  
Marie-Laure Thomas

s'est déclaré « fier de ce que les  
jour. Ce passionné d'histoire  
l'anniversaire presque jour pour  
grève de 1920 dont c'est aussi  
Remy Hours, secrétaire gé-  
ral de la CGT cheminots 13, a  
conclu la cérémonie, rappelant  
l'importance des luttes.  
Marie-Laure Thomas

### MARSEILLE 77 ans après les rafles

Le collectif Saint-Jean 24 janvier 1943, composé de survivants  
et de descendants de victimes des rafles perpétrées dans le  
quartier Saint-Jean il y a 77 ans, a célébré il y a quelques jours  
la mémoire des victimes de la barbarie nazie. Antoine  
Migem, président du collectif, a rendu hommage à Robert  
Barone, récemment décédé. Il était l'un des premiers porteurs  
de la plainte pour crime contre l'humanité. LM PHOTO DR

